

**Conférence régionale sur l'enseignement supérieur en
Amérique Latine et aux Caraïbes
Cartagena, Colombie, 4-6 juin 2008**

*L'enseignement supérieur, investissement indispensable
pour une éducation durable de qualité*

par

Georges Haddad

Directeur de la Division de l'enseignement supérieur
Secteur de l'éducation, UNESCO

1. Introduction

Pour s'inscrire dans la durée, par sa pertinence et son efficacité, toute politique d'éducation doit respecter des critères validés par l'histoire, par une vision pragmatique du présent, tout en anticipant un avenir très diversifié selon les pays.

Qualité et durabilité sont notamment les principales exigences du succès de politiques éducatives. Les grands programmes internationaux, et le plus emblématique d'entre eux, intitulé « Éducation pour Tous », n'échappent pas à ces impératifs.

L'urgence légitime à réaliser au plus vite le Programme « Éducation pour Tous », a privilégié le court-terme, investi dans les aspects économiques et financiers immédiats, misé sur les nouvelles TIC dont on pensait qu'elles pouvaient à elles seules suppléer à la pénurie d'éducateurs, a conduit à négliger les contraintes cognitives des êtres humains et les contraintes culturelles des sociétés dans lesquelles ils vivent, d'autant plus qu'elles ne sont guère quantifiables, et dès lors, invisibles.

L'éducation pour tous, des toutes premières années de la vie jusqu'à l'enseignement supérieur, et surtout, des enseignements récurrents tout au long de la vie, ne peut fonctionner harmonieusement et efficacement que si tous les maillons de cette chaîne évoluent de concert. L'une des deux extrémités de cette chaîne, l'enseignement supérieur et la formation des maîtres, n'a pas retenu toute l'attention requise.

L'autre, la formation des parents pour l'éducation des tous petits, dont on sait maintenant qu'elle est cruciale, n'existe pas.

L'investissement nécessaire dans la formation, tant pédagogique qu'intellectuelle, des maîtres à tous les niveaux de l'enseignement est pourtant une des missions unanimement reconnue de l'enseignement supérieur. Plus la durée des résultats d'un investissement est longue, plus tôt doit-il être mis en œuvre pour offrir le cadre nécessaire au succès des programmes « volontaristes » à court-terme. La difficulté est décuplée, puisque ces investissements concernent le culturel, cet invisible qui échappe à toute quantification monétaire. La conclusion à laquelle j'aboutirai est qu'il faut investir, simultanément et globalement, au niveau de l'enseignement supérieur, pour former ou recycler les futurs maîtres, actualiser et moderniser les curricula, ... et innover dans la formation des parents, en vue de soutenir celle des enfants, surtout s'ils sont confrontés à un apprentissage souvent en contradiction avec leur milieu culturel.

J'analyserai brièvement les difficultés majeures à surmonter :

- Décalage entre deux échelles de temps, courte sur le plan individuel (développement cognitif), longue sur le plan collectif (développement socioculturel).
- Concurrence entre le « qualitatif » d'une part, le « quantitatif » (programmes, nombre de maîtres, locaux, matériel pédagogique) d'autre part.
- Adaptation de l'enseignement supérieur à la formation des formateurs, au développement de la recherche, de l'innovation et de leur valorisation.
- L'émergence des réseaux, une chance à saisir par l'UNESCO pour souligner le rôle de l'enseignement supérieur dans cette entreprise et conclure qu'il faut tenir compte des contraintes culturelles, qu'il faut raccourcir les étapes historiques, mais ne pas les sauter, laisser le temps au temps et inverser le sens de la direction du « brain drain ».

2. Échelles de temps

Le développement cognitif de chaque individu est relativement rapide, puisqu'il concerne les deux premières décennies de son existence, tandis que le développement culturel beaucoup plus lent, car il est partagé par les individus et dépend donc du chevauchement des générations, les plus anciennes éduquant les plus jeunes en fonction de l'état de leur culture.

a. Développement cognitif

En naissant, chaque enfant hérite d'un certain nombre de capacités innées, que viendront compléter celles acquises tout au long de sa vie : exploration, langage, foi, obéissance, développement du raisonnement et de la capacité à l'abstraction, parmi bien d'autres dont il n'est pas ici le lieu d'en dresser une liste exhaustive.

La théorie éthologique de l'empreinte, expérimentalement validée par l'étude de toute une variété d'animaux, s'étend aux êtres humains dans leur héritage de la phylogénèse : elle enseigne que ces capacités et comportements (au sens de la façon de réagir aux événements, et non pas des résultats de cette réaction) ne sont déclenchés que lorsque des signaux appropriés sont perçus pendant l'ouverture génétiquement programmée de fenêtres temporelles. Les études récentes sur le développement cognitif de l'enfant montrent que tant qu'il est possible de les distinguer, les horloges déclenchant ces comportements sont très précises. Il est difficile de démêler l'influence de ces horloges dans le complexe écheveau des comportements régis par le cerveau humain, tant innés qu'acquis. Chacun a cependant remarqué que l'apprentissage naturel résulte de la confrontation pendant les deux premières décennies de la capacité à apprendre une langue, de la capacité à adhérer à des codes socioculturels, parmi d'autres capacités fournies par l'environnement familial et culturel dans lequel ils grandissent. De même, l'absence de la fameuse « bosse des maths » résulte tout bonnement de la mise en jachère des « capacités mathématiques » pendant l'enfance.

Ce que ces études récentes montrent, c'est que ces processus démarrent dès les premiers jours, et que la durée de fonctionnement d'un comportement est d'autant plus longue qu'il a été déclenché tôt. Cela aura des conséquences dans mon plaidoyer pour la formation des parents à veiller sur le développement cognitif de leurs enfants, ce qu'ils font plus ou moins instinctivement, sans savoir qu'ils pourraient mieux faire. L'éducation pour tous commence plus tôt qu'on ne le croit généralement.

b. Évolution culturelle

La capacité d'acquisition de nouveaux comportements diminue avec l'âge, mais leur utilisation est d'autant plus permanente qu'ils sont anciens. Cette inertie des comportements individuels retentit sur la vitesse de l'évolution culturelle en la freinant. Les savoirs et comportements transmis aux jeunes sont acquis et stabilisés au mieux au cours des vingt premières années de leur existence. C'est la probable raison de la permanence et de la rémanence des codes socioculturels. L'adhésion à

ces codes est d'autant plus indélébile qu'ils concernent ceux qui sont les plus « vitaux », ce que nos prouesses intellectuelles ont tendance à ignorer : ils sont en effet sélectionnés pour maintenir la survie individuelle des organismes et la survie collective de l'espèce.

Or le chevauchement de générations éduquées avec plusieurs décennies de retard tend à ralentir l'évolution de ces codes socioculturels et à rejeter tout code « étranger » par une sorte de mécanisme immunitaire. Les nouveaux codes ne sont pas nécessairement accessibles aux enfants d'une génération au moment propice et fugace auquel ils sont exposés. Pour des motifs que seule l'Histoire connaît, la Révolution Culturelle qu'a connue l'Europe de la Renaissance a mis plus de cinq siècles à s'acclimater en Europe, dans un cadre culturel donné, avec les conséquences scientifiques et technologiques que l'on connaît. Les transposer dans des sociétés formées de personnes obéissant à d'autres codes culturels et les inculquant dès leur plus jeune âge à leurs descendants exige un temps incompressible. La transmission de connaissances d'une culture dans une autre n'est pas une mince affaire. Concevoir une voiture avant de la réaliser et apprendre à conduire ne font pas appel aux mêmes processus cognitifs. Si l'éducation pour tous se restreint à l'apprentissage de la conduite, on formera une population de chauffeurs, mais non d'ingénieurs. Avec des conséquences à long terme que l'on déduit aisément.

C'est une des raisons pour lesquelles l'éducation pour tous doit impliquer l'enseignement supérieur, pour qu'une culture donnée acclimate une culture scientifique. Car celle-ci a permis aussi bien des « progrès » dans la production de biens de consommation, au moins pour une minorité privilégiée de la population mondiale, que des « regrès », tels les dommages sur l'environnement et sur l'épuisement de ressources provisoirement renouvelables, un sentiment d'injustice de plus en plus aigu et la perte de dignité chez beaucoup.

Encore faut-il que la société accepte ces nouveaux codes, car l'inertie de l'évolution culturelle la dote d'une sorte de protection immunitaire, qui conduit à un rejet brutal de nouveaux codes culturels par la majorité d'une population. L'Histoire montre que souvent, la disparition de ce système immunitaire hélas causée par des guerres ou des révolutions, élimine une partie des adhérents à un « ordre culturel » ancien pour laisser les plus jeunes réceptifs à d'autres codes.

La mission de l'UNESCO est en effet de concevoir et de promouvoir des processus pacifiques et efficaces d'adaptation d'un environnement socioculturel donné à d'autres codes culturels jugés souhaitables : *« C'est dans l'esprit des hommes que naissent les guerres, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix. »*

3. Le « qualitatif » et le « quantitatif »

L'autre écueil auquel est confronté un programme comme celui de l'« Éducation pour Tous » est la confusion entre les aspects quantitatifs, au sens où ils sont mesurables par des nombres (nombre d'euros, nombre de maîtres, coût des équipements, ...), et les aspects qualitatifs des savoirs, qui, eux, ne se mesurent pas, faute « d'unités de savoir » bien définies. L'évaluation des savoirs est dès lors délicate. Ceci n'a pas empêché les pédagogues et directeurs de ressources humaines d'inventer des palliatifs, en faisant jouer aux notes le rôle de prix pour attribuer une valeur (numérique, il faut le préciser) aux savoirs comme aux biens, en mesurant la quantité de savoir (la « tête bien pleine » de Montaigne) comme la quantité de (kilogrammes) de pommes de terre, ou la vitesse d'exécution d'une tâche.

La réflexion, elle, ne se laisse pas aisément évaluer, et la « tête bien faite » est de moins en moins à l'ordre du jour. L'évaluation qualitative des êtres humains, de leurs comportements et de leurs compétences ne peut être qu'artisanale, à l'heure d'un enseignement « de masse », plus préoccupé de décerner des diplômes que d'assurer une formation censée les justifier. Cette activité artisanale exige de la confiance, qui, lorsqu'elle disparaît, lorsqu'il faut traiter de grands nombres, permet à la bureaucratie de s'engouffrer, d'inventer des méthodes d'évaluation quantitatives qui seront traitées automatiquement.

C'est d'autant plus grave que les progrès techniques vont de plus en plus raccourcir la durée d'utilisation d'un savoir, le rendre moins durable, cela dans toutes les activités rémunérées où l'agilité intellectuelle va remplacer la force physique et les tâches répétitives.

Ce siècle devra concevoir et promouvoir ce que l'on pourrait appeler la « méta-éducation », consistant à former les personnes à « apprendre à apprendre », ce qui est nécessaire pour le succès d'une éducation récurrente tout au long de la vie. Si ce programme connaît des échecs, il débouchera sur une fracture cognitive entre ceux qui auront appris à apprendre et ceux qui ont appris des savoirs figés.

La recherche d'aujourd'hui, l'innovation de demain, consistant à créer de nouveaux besoins pour accepter les découvertes et leur valorisation, constituent la professionnalisation d'après-demain. La formation à la méta-éducation, qui va de pair avec une progression dans la capacité d'abstraction, n'en est qu'à ses débuts. Elle réclame une formation par la recherche, en particulier par la mise en doute et par la remise en question. Ce sont des missions de l'enseignement supérieur.

4. L'émergence des réseaux d'éducation

Le modèle de l'université européenne né au milieu du Moyen-Âge périclète paradoxalement sous nos yeux à cause même de ses succès et, provisoirement, en dépit de ses échecs.

a. L'émergence de filières

Que faut-il enseigner et à qui? *La totalité du savoir à l'ensemble de la population*, en répartissant l'ensemble des connaissances en une *multitude de filières cohérentes* de savoirs assimilables par un cerveau humain. Ce mouvement de diversification a accompagné le progrès des connaissances. Ces filières vont réclamer une organisation en réseaux, formés autour de combinaisons variées de disciplines, dans une « interdisciplinarité » qu'il faut bien distinguer de la « pluridisciplinarité ». Car seules importent la *cohérence* de ce qui est appris, et la *solidité des liens entre les savoirs emmagasinés*. Les débuts de multiples savoirs, mal arrimés au tronc commun du savoir individuel, disparaissent d'autant plus vite que les liens avec les savoirs déjà consolidés sont faibles. *Il faut pénétrer un savoir suffisamment loin pour deviner qu'on est loin de le savoir, et pour que le terrain des savoirs ainsi conquis soit suffisamment résistant pour qu'on y jette l'ancre de nouvelles connaissances.*

Le nombre de ces combinaisons se multipliant, universités et écoles perdent leur capacité à les assurer toutes, du moins, dans les modes d'organisation traditionnels. La perte d'uniformisation conduira à de redoutables problèmes d'évaluation, de comparaison, d'organisation et de financement qui se mettront en place coûte que coûte. Sûrement, mais lentement, l'éclatement des connaissances va conduire à l'émergence des réseaux, comme l'UNESCO l'a anticipé en créant les Chaires UNESCO et le programme UNITWIN. Leur succès montre la voie, qu'il convient d'analyser et de diversifier. Anticiper ces mutations permettra de réduire ces coûts, tant humains que financiers.

b. Le développement des TIC

Heureusement, les nouvelles TIC et les facilités accrues de déplacement vont permettre de délocaliser les activités de transmission des savoirs et de communication des découvertes. Cela n'implique cependant pas, bien au contraire, la disparition des activités traditionnelles d'éducation et de recherche. Ces dernières ne peuvent être médiatisées par ces seules techniques, pas plus que l'invention de l'écriture et celle de l'imprimerie n'ont aboli l'éducation individualisée entre un maître et ses disciples. Ces techniques performantes ne peuvent remplacer à elles seules la

communication individuelle ou avec des petits groupes. Il faut donc la compléter par de « *nouveaux modes d'organisation* » permettant d'apporter à chaque étudiant une connaissance incarnée par un maître. L'accroissement simultané du nombre de disciplines et d'étudiants exige de compléter les structures universitaires et académiques léguée par deux millénaires d'évolution par d'autres types de structures, plus fluides, plus agiles, moins pérennes. Assouplir l'organisation d'ailleurs de plus en plus complexe des universités est impérative pour s'adapter au plus vite aux progrès de plus en plus rapide des sciences et des techniques, tout en préservant parmi les modes de communication les signaux sonores, visuels, gestuels et posturaux qui sont partie prenante du charisme des maîtres. Les TIC ne doivent pas détrôner ce « langage corporel », qualifié de « kinésique » par *Ray Birdwhistell*, qui a proposé pour le décrire le concept de « kinème » sur le modèle des « phonèmes » pour le langage.

c. Autres modes d'organisation

D'autant que si les TIC permettent de fluidifier les techniques de communication, la rapidité, la diminution des coûts et la multiplication des transports permettent techniquement de multiplier les relations individuelles entre maîtres et disciples. Il n'est plus besoin de les confiner en permanence en un même lieu. Il est maintenant concevable de diversifier ces relations au moyen de rencontres récurrentes que permettent les facilités accrues de voyage.

Des milliers de façons peuvent être envisagées entre l'offre délocalisée de portefeuilles de formation de pointe et le déplacement des maîtres pour des périodes brèves mais récurrentes.

- Portefeuilles de formations de pointe

Certains enseignements « de pointe » ou filières originales devraient être « délocalisés » et « concentrés » sur une ou un petit nombre de semaines, offerts à un groupe d'étudiants concernés intéressés par de tels enseignements qui ne peuvent être offerts dans l'institution dans laquelle ils sont inscrits. Chaque étudiant peut choisir dans ce portefeuille un ou plusieurs enseignements qui seront ou non validés par son institution d'origine. Puisque professeurs et petits groupes d'étudiants sont regroupés en un même lieu pendant une brève période, la diffusion des savoirs prend un autre caractère pédagogique, puisque les questions peuvent être posées à titre privé en dehors des exposés traditionnels, et les réponses adaptées à chaque interlocuteur. La cohabitation pendant cette période d'étudiants venant d'horizons géographiques ou disciplinaires différents permet d'étoffer liens et connections interdisciplinaires variés et favoriser le dialogue interculturel.

- Réseaux de maîtres

D'autre part, les institutions universitaires, surtout celles des pays en voie de développement, n'ont plus les moyens financiers ou humains pour assurer sur place *l'enseignement de toutes les disciplines*, ou même, dans le cas d'une discipline donnée, l'éventail de tous les savoirs. Des réseaux de maîtres peuvent pallier ces obstacles. À cet effet, une institution d'enseignement supérieur constitue un réseau de maîtres dans le cadre d'une spécialité donnée. Elle invite des enseignants et/ou des chercheurs, collaborant avec les membres permanents de l'institution, pour quelques mois, mais de façon récurrente pendant la durée du contrat. La présence de plusieurs enseignants-chercheurs extérieurs accroît les retombées positives sur l'enseignement de l'institution invitante, sa recherche, son prestige, ainsi que son attractivité auprès d'étudiants et de nouveaux autres visiteurs ainsi mis en compétition.

5. Conclusions

Naturellement, les suggestions de nouveaux modes d'organisation ne prétendent pas à l'exhaustivité.

Les programmes d'éducation pour tous, aussi bien dans les deux premières décennies d'une vie, que de façon récurrente tout au long de la vie, demandent à être repensés :

- en anticipant une organisation en réseaux et filières,
- en promouvant une « méta-éducation » qui privilégie les capacités d'adaptation, de raisonnement et d'abstraction en accompagnement de l'acquisition de connaissances,
- en revenant sur des procédés d'évaluation de masse qui deviennent incompatibles avec l'éclatement en filières de savoirs par d'autres modes d'organisation,
- en tenant compte des échelles de temps qui concilient la rapide éducation des individus avec l'inertie des codes socioculturels, collectifs par nature.

Des structures légères, fluides et éphémères sont particulièrement adaptées aux pays en voie de développement, tout en limitant le *brain drain* fatal, tant des disciples que de leurs maîtres, vers des institutions plus prestigieuses ou des pays plus riches, profitant gratuitement de l'investissement pour les former dans leur pays d'origine.

Les divers pays devraient mettre en place une double politique d'éducation : investissement dans l'éducation de leurs ressortissants et une politique d'emploi sur

place, accompagnée d'une obligation de remboursement en cas d'émigration vers d'autres pays, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Les pays en voie de développement pourraient avoir une chance de surmonter ainsi la « fracture scientifique et cognitive », qui les éloigne dans une sorte de « **dérive cognitive** », métaphore de la notion de « dérive génétique » proposée par *Ernst Mayr*, comme l'un des mécanismes majeurs de l'évolution des espèces.

La direction du « *brain drain* » d'une institution vers une autre, d'un pays vers un autre, est le témoignage révélateur des déficiences d'un système éducatif qui ne réussit pas à renouveler de lui-même son enseignement, sa recherche et ses métiers.

L'inertie de l'évolution culturelle est élevée, car collective. Elle doit être rendue compatible avec l'évolution cognitive de chaque individu. C'est une des missions des enseignements supérieurs des différents pays que de résoudre les mille problèmes que cela pose, pour que de nouveaux modes d'organisation à imaginer assurent un programme pérenne et de qualité d'éducation pour tous dans un monde dont il faut impérativement réduire les inégalités cognitives. Pour tous, de façon récurrente, de l'enfance jusqu'à l'âge adulte, en profitant des nouvelles techniques de transmission des savoirs et de relations personnelles entre maîtres et disciples.

**« Le jour où la direction du brain drain s'inversera,
l'humanité se réveillera. »**